

Turquie : ne pas tomber dans le piège de la répression

dimanche 25 septembre 2011, par [Cengiz Çandar](#)

Il est impossible de devenir un « acteur international puissant » sans aborder la question kurde autrement que par l'emploi de la force et de la contrainte.

En Syrie, les événements ont commencé à la mi-mars. J'étais à cette époque parmi ceux qui attendaient la fin de l'entrevue de trois heures qui eut lieu au palais présidentiel à Damas, entre Bachar El-Assad et Ahmet Davutoglu, le chef de la diplomatie turque, au cours de laquelle ce dernier avança la proposition de lancer un « train de réformes » en Syrie. A ce moment-là, les événements n'avaient commencé que deux semaines plus tôt et n'avaient pas trop débordé du sud du pays et de la ville de Deraa, à la frontière jordanienne.

La révolte du peuple syrien s'est étendue au mois d'avril. Dans un discours, le premier ministre Erdogan a rappelé les événements de Hama en 1982 et ceux de Halabja au Kurdistan irakien en 1988, précisant qu'il ne « permettrait pas » que se déroulent à nouveau de semblables massacres.

On peut dire de ce discours qu'il a marqué une « point de rupture » entre la Turquie et la Syrie et même entre Erdogan et Assad, dont la relation était d'ordre quasi familial. Pour le régime syrien, Hama était un mot, un nom tabou. Le grand massacre de Hama au cours duquel le régime, à l'époque tenu par le père de Bachar, Hafez El Assad, a tué de dix à vingt mille musulmans sunnites, n'a jamais été oublié par la population syrienne à 75 ou 80% sunnites [Les 20% restants étant soit chrétiens, soit alaouites, c'est-à-dire chiites, à l'instar de la famille dirigeante]. Personne ne l'a oublié, mais tout le monde a choisi de ne pas rappeler cet « épisode ». Il était même interdit d'en prononcer le nom. C'est ainsi que le régime a assuré sa stabilité pendant tant d'années. Qu'Erdogan choisisse de prononcer ce mot de Hama en 2011 signifiait que le leader le plus puissant et le plus populaire de la région, surtout dans une période des plus critiques, que ce leader qui avait pu servir de bouclier protecteur pour la Syrie, ouvrait lui-même la boîte de Pandore. Et pour Damas, cela signifiait la rupture du lien particulier qui existait entre les deux pays. Il n'y avait aucune faute morale dans les paroles du premier ministre mais cela ne revenait à rien d'autre que de soumettre la Syrie à un choc électrique.

La cause syrienne (et iranienne) et la contre-attaque

Au mois d'avril, l'un des plus hauts responsables de l'administration kurde d'Irak et en contact avec le gouvernement syrien notamment, me déclarait la chose suivante : « Le régime syrien a vu rouge avec les déclarations d'Erdogan. Ils cherchent à lui en faire payer le prix. Ils disent « que l'emploi de la carte kurde ne leur est pas étrangère ». Il ne faut pas oublier qu'ils connaissent très bien le PKK [Parti des Travailleurs du Kurdistan, en guerre contre Ankara depuis les années 1980. Son leader historique, A. Öcalan, est aujourd'hui en prison. Les gros de ses troupes, quelques milliers d'hommes, se trouve massé dans le Nord de l'Irak, sur la frontière iranienne, dans la montagne de Kandil. Sur cette même montagne, le pendant iranien du PKK est aux prises avec l'armée iranienne.] et que les chefs du PKK sont restés en Syrie pendant près de 20 ans. »

Quelques jours auparavant, une importante personnalité de la famille Assad avait déclaré à un journaliste étranger : « La Turquie nous blesse, mais nous aussi nous saurons la blesser », en faisant référence au PKK. Je tiens cette déclaration du journaliste lui-même.

Tous ceux qui suivent mes publications se souviendront que depuis le retour du PKK à une spirale de violence en juillet dernier, j'ai toujours souligné qu'il ne fallait pas considérer ce retour à la violence en dehors du contexte des équilibres régionaux, et qu'il fallait entendre ce que l'on attribue au PKK comme

une série de contre-attaques de l'axe « Iran - Syrie » destinées à porter atteinte à la Turquie. Il est également utile d'appréhender le TAK (Les faucons du Kurdistan), un groupe terroriste qu'il n'est pas nécessaire de séparer du PKK [Ce groupe a revendiqué un attentat perpétré en plein cœur d'Ankara, mardi 20 septembre dernier] dans une perspective similaire.

Comment interpréter sinon que l'attentat d'Ankara se soit produit alors qu'Obama et Erdogan se réunissaient afin de se coordonner et de s'associer pour faire pression sur la Syrie sur le maillon le plus précieux de « l'axe Iran - Syrie » ?

Et puis à tout cela, ajoutez une couche de tension supplémentaire entre la Turquie, Israël et la partie grecque de Chypre, et vous obtenez le tableau de ce que je vise lorsque j'évoque la possibilité que la Turquie commence à devenir « un bon marché d'exportation pour le terrorisme ».

Entre-temps, j'ai écrit des dizaines de fois, et de façon détaillée et argumentée, qu'il ne fallait pas considérer la lutte Iran - PJAK (PKK iranien) comme une alliance Turquie - Iran contre le PKK et que l'Iran n'avait aucunement l'intention d'en finir avec le PKK lorsqu'il s'est décidé à agir contre le PJAK dans la montagne de Kandil (Irak).

Comprendre Barzani

Car finalement, je n'ai jamais pu croire que le président de l'administration kurde d'Irak, Mesud Barzani, partirait en guerre contre le PKK aux côtés de la Turquie, enfin qu'il recourrait à nouveau à des méthodes employées en 1992 et 1995.

De plus, le Mesud Barzani de 2011 n'est plus du tout le même que celui de 1990. Il a même changé de titre. Il est aujourd'hui le seul leader kurde à la tête d'une entité nommée « Kurdistan ». Sa priorité numéro 1 est de consolider sa position de leader national kurde et d'entrer ainsi dans l'histoire. Et pour parvenir à ses fins, il lui faut ne jamais ouvrir la possibilité d'une guerre civile entre les Kurdes. C'est la raison pour laquelle il ne faut pas s'attendre à ce qu'il se lance dans une opération militaire contre le PKK. Bien, mais tout cela n'ouvre-t-il pas les portes à une opération militaire terrestre majeure de la Turquie ?

Ouvrir ces portes-là, c'est offrir les terres du Kurdistan d'Irak à toutes les armées des pays frontaliers qui n'ont pas réglé leurs problèmes avec 'leurs propres Kurdes'. Quand pas un seul soldat arabe, fût-il sous uniforme irakien, n'est autorisé à fouler le sol de la région du Kurdistan d'Irak - alors que c'est une partie de l'Irak, une région fédérée -, l'irruption des brigades et des corps d'armée turcs dans cette zone signifierait reconnaître le même droit à l'Iran.

Soyons réalistes, s'il est une intervention terrestre, elle ne sera rendue possible, non pas par l'autorisation de Barzani, mais par une décision unilatérale.

Et les conséquences d'un tel développement pourraient très bien être pas très heureuses.

Si je dis cela, à un moment où l'on croit que le gouvernement turc mène une politique étrangère de haut vol, que la Turquie brille en tant qu'acteur de la politique internationale et qu'elle ne cesse de récolter louanges sur louanges, ce n'est pas pour jouer l'empêchement de tourner en rond.

Un homme politique connu, issu du Moyen-Orient et conférant à la Turquie une importance toute particulière, m'a appelé d'une capitale européenne, il y a quelques jours. Il me disait ceci : « Est-ce que les Américains et les autres ne sont pas en train de charger la Turquie d'un poids dont elle ne pourra pas se relever ? C'est ainsi que les choses apparaissent. » Du fait de l'apparition de cette possibilité de ne plus garder les pieds au sol et de verser dans le monde des rêves, pour cause d'excessive confiance en soi. Parce qu'il est le risque de brusquement se planter ; quand on s'est envolé

Ce terrorisme, de qui est-il le piège ?

Il existe véritablement des « puissances extérieures » qui sont mal à l'aise de l'excessive et visible croissance de la Turquie. L'excessive confiance en soi, la fierté voire la morgue, ne sont autres que les pièges dans lesquels on cherche à faire tomber la Turquie.

Et sans renforcer l'intérieur, on ne peut prétendre à un grand rôle au dehors.

Ne sentez-vous pas que l'on est en train de semer les graines de ce clash social entre Turcs et Kurdes, qui, jusqu'à aujourd'hui, n'a jamais vu le jour ?

Ne pensez-vous pas qu'il s'agit là du principal objectif de ce « terrorisme urbain » étiqueté TAK ? Prenons garde que cela ne colle pas aux calculs des grands de la région, de ces « puissances externes » ?

Et si pour répondre à cela, la politique de fond consiste en des vagues d'arrestation, des bombardements aériens sur la montagne de Kandil ou des efforts en vue de lancer une opération terrestre, alors nous pourrions décréter qu'a commencé le processus qui veut que nous tombions dans le piège décrit ci-dessus.

Il a sonné le temps du retour à la diplomatie dans la région, et celui du retour aux négociations chez nous, y compris avec Imrali et Abdullah Öcalan, leader du PKK, enfermé sur son île. La Turquie doit revenir à ce « soft power » qui l'a grandie ces dernières années.

Il est impossible de devenir un « acteur international puissant », ni même une puissance régionale, sans aborder la question kurde autrement que par l'emploi de la force et de la contrainte.

Sources

Source : Radikal

- Traduction pour TE : Marillac